

Mali-Venezuela : LA VISITE DE YURI PIMENTEL POUR REDYNAMISER LE PARTENARIAT ÉCONOMIQUE

La coopération Mali-Venezuela promet au regard des grandes perspectives de développement économique et de la volonté de partenariat qu'affichent les deux pays. Samedi dernier seulement, les deux parties étaient face à face pour la clôture d'une session de travail présidée par le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, M. Mahamane Amadou Maïga. Pour cette session de travail avec le gouvernement malien, la délégation vénézuélienne était conduite par le vice-ministre chargé de l'Afrique, M. Yuri Pimentel. Elle était en visite au Mali afin de donner une nouvelle dimension au partenariat économique entre nos deux pays.

En cette heureuse circonstance, le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale a exprimé sa profonde gratitude pour la disponibilité et la sollicitude dont ont fait montre les différentes parties lors des travaux. « Je note avec plaisir que les travaux de cette session se sont déroulés, comme nous l'avons souhaité, dans une atmosphère de fraternité, de convivialité et d'écoute mutuelle », a affirmé Mahamane Amadou Maïga, tout en soulignant que cette session était l'occasion pour Maliens et Vénézuéliens de renforcer les relations de coopération qui existent entre leurs pays.

M. Maïga s'est dit heureux de constater que ce leitmotiv a guidé les experts tout au long des débats qui se sont conclus par de « bons résultats, du reste consignés dans le procès-verbal qu'ils viennent de signer ». Il a, par ailleurs, indiqué que la réunion a permis de passer en revue les différents secteurs de coopération bilatérale et de relever les principaux écueils qui se dressent dans la réalisation d'une coopération plus dynamique, plus cohérente, plus efficace et plus pragmatique. La réunion a

aussi confirmé la ferme détermination des deux parties à conduire leurs relations vers des horizons promoteurs traduisant les liens forts qu'entretiennent les plus hautes autorités des deux pays.

En outre, le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale a souligné que les pertinentes recommandations que les experts des deux parties ont formulées dans les différents secteurs de notre coopération bilatérale, insuffiront désormais une nouvelle dynamique aux relations entre le Mali et le Venezuela. « Je demeure convaincu que l'élan qui vient d'être ainsi imprimé à nos relations suite à la tenue de cette session, sera maintenu et renforcé davantage en vue de l'amélioration des rapports mutuellement avantageux qui existent entre nos deux pays », a-t-il espéré, avant de remercier solennellement le vice ministre Yuri Pimentel pour sa participation éclairée à la session.

Quant au vice-ministre vénézuélien chargé de



Les deux parties en séance de travail au ministère des Affaires étrangères

l'Afrique, il a indiqué que malgré le décès de l'ancien président Hugo Chavez, qui avait beaucoup d'estime pour le Mali, l'actuel président Nicolas Maduro travaille inlassablement afin d'insuffler une nouvelle dynamique aux rela-

tions bilatérales fondées sur une démarche pragmatique. Pour Yuri Pimentel, l'objectif central de cette visite est d'approfondir les relations bilatérales. Il confirmera que le Mali et le Venezuela entretiennent d'excellentes relations dans plusieurs domaines comme le sport, l'éducation et la construction de logements sociaux. Selon lui, il est opportun de raffermir l'axe de coopération entre nos deux pays. « Le Mali dispose d'énormes potentialités

atteint ses objectifs. A cet égard, il a adressé une motion particulière aux experts, anciens ministres, élus locaux et députés qui ont bien voulu venir partager avec eux leurs riches et pertinentes expériences. Par ailleurs, le ministre a partagé avec les participants les points d'attention qui valent pour tous les pays africains sur la voie de la décentralisation. Ces points constituent, selon lui, le dénominateur commun pour assurer un bon fonctionnement des Collectivités territoriales. Il citera, entre autres, le respect de l'unité nationale et de l'intégrité du territoire, la libre administration des Collectivités territoriales, des spécificités locales dans la réorganisation territoriale, la gestion démocratique et transparente des Collectivités territoriales, la subsidiarité, la progressivité et la concomitance dans le transfert des compétences et des ressources. Enfin, Alassane Ag Hamed Moussa a assuré que le gouvernement a pris acte des recommandations pertinentes formulées pour renforcer les Collectivités territoriales. Il faut rappeler que ce séminaire a été financé en grande partie par la coopération suisse.

Mamadou SY

Décentralisation en Afrique : LA CONCLUSION DES TRAVAUX DU SÉMINAIRE DE BAMAKO

Après trois jours de débats riches et constructifs, le séminaire d'échange d'expériences en matière de décentralisation en Afrique, organisé par la Mission de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel (MISAHEL), la MINUSMA, la coopération suisse et la coopération allemande, a pris fin vendredi dernier à l'hôtel El-Farouk. La cérémonie de clôture a eu lieu en présence du ministre des Collectivités territoriales, Alassane Ag Hamed Moussa, du chef de MISAHEL, Pierre Buyoya et du représentant spécial adjoint du secrétaire général des Nations unies pour le Mali, Koehn Davids.

L'objectif de ce séminaire était d'offrir à nos autorités chargées de la gestion des Collectivités territoriales, un

cadre de partage d'information sur les expériences africaines susceptibles de leur permettre d'approfondir leurs connaissances en matière de décentralisation. A l'issue des travaux, les participants ont compris que la décentralisation est la principale option, voire le passage obligé pour rétablir la paix, la sécurité du territoire, le vivre ensemble et la réconciliation des cœurs. Au cours de leurs travaux, ils ont abordé plusieurs thèmes comme les compétences et les moyens des Collectivités territoriales, la représentation de l'Etat central sur le territoire national, et particulièrement dans les Collectivités décentralisées, ainsi que le rôle des acteurs non-étatiques dans la gouvernance locale. Après d'intenses débats et réflexions, les participants ont formulé plusieurs

recommandations telles que le renforcement de la coopération entre les collectivités, l'élargissement de la coopération décentralisée.

Le chef de la MISAHEL a fait part de sa satisfaction quant à l'atteinte des objectifs fixés. « Au cours des débats, les participants sont allés au cœur des questions en rapport avec la gestion locale dans sa globalité : les questions de gestion financière, de ressources humaines, naturelles, de la participation citoyenne et de la coopération inter collectivités. Nous avons compris qu'il n'y a pas de modèle de décentralisation, il y a plutôt des modèles, car il faut tenir compte de l'histoire de chaque pays, de sa culture, de sa taille et de ses ressources », a déclaré Pierre Buyoya, avant d'ajouter que la décentralisation est une problématique complexe, à la base de laquelle il doit se trouver d'abord une vision politique, ensuite une volonté politique de mettre en œuvre cette vision et enfin un cadre institutionnel clair.

M. Buyoya a chaleureusement remercié le ministre des Collectivités territoriales pour son implication dans l'organisation de ce séminaire, les partenaires, experts, modérateurs et tous les participants pour l'intérêt

qu'ils ont porté à ce débat. Il a dit compter sur l'apport des partenaires pour approfondir cette problématique de la décentralisation qui est capitale si l'on veut le développement, la démocratie et la stabilisation de nos pays.

Le représentant spécial adjoint du secrétaire général des Nations unies pour le Mali a, dans son intervention, fait remarquer que la décentralisation des affaires publiques a pour objectif la satisfaction des droits fondamentaux des populations à travers la réalisation des services sociaux de base. Selon Koehn Davids, il faut une plus grande responsabilisation des Collectivités territoriales dans tous les domaines. Il a aussi rappelé que l'Accord pour la paix et la réconciliation s'inscrit pleinement dans cette optique de gouvernance participative avec une forte implication des populations locales.

Quant au ministre des Collectivités territoriales, il a remercié la MISAHEL pour cette belle initiative dont les résultats pourront contribuer positivement à la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation. Selon Alassane Ag Hamed Moussa, ce séminaire de partage d'expériences sur la décentralisation en Afrique a

atteint ses objectifs. A cet égard, il a adressé une motion particulière aux experts, anciens ministres, élus locaux et députés qui ont bien voulu venir partager avec eux leurs riches et pertinentes expériences. Par ailleurs, le ministre a partagé avec les participants les points d'attention qui valent pour tous les pays africains sur la voie de la décentralisation. Ces points constituent, selon lui, le dénominateur commun pour assurer un bon fonctionnement des Collectivités territoriales. Il citera, entre autres, le respect de l'unité nationale et de l'intégrité du territoire, la libre administration des Collectivités territoriales, des spécificités locales dans la réorganisation territoriale, la gestion démocratique et transparente des Collectivités territoriales, la subsidiarité, la progressivité et la concomitance dans le transfert des compétences et des ressources. Enfin, Alassane Ag Hamed Moussa a assuré que le gouvernement a pris acte des recommandations pertinentes formulées pour renforcer les Collectivités territoriales. Il faut rappeler que ce séminaire a été financé en grande partie par la coopération suisse.

M. S.

Bureau du vérificateur général : LE NOUVEAU CHEF S'APPELLE SAMBA ALHAMDOU BABY



De 1993 à 1994, Samba Alhamdou Baby était chargé de mission au cabinet du ministre de la Sécurité intérieure. Il était précisément chargé de faire l'analyse et la synthèse des bulletins de renseignements quotidiens transmis par la police, la gendarmerie et la garde et d'exploiter les renseignements d'ordre politique, économique, social, nécessaires à l'information et à l'action du gouvernement. M. Baby a été promu conseiller technique au Secrétaire général du gouvernement entre 1994 et 2000.

Il est devenu chef du département des investigations au Contrôle général des services publics, poste qu'il a occupé entre 2013 et 2014. C'est en 2014 que M. Baby est devenu secrétaire général du ministère de la Solidarité et de l'Action humanitaire jusqu'à sa nomination à la tête du Bureau du Vérificateur général.

Comme distinctions honorifiques, Samba Alhamdou Baby est chevalier de l'Ordre national du Mali et citoyen honoraire des Villes de Dallas et de Lincoln de l'Etat du Nebraska aux USA. Il parle français, russe, anglais, sonrai et bambara. Marié, M. Baby est père de trois enfants.

Madiba KÉITA

Par décret n°2018-0367/P-RM du 11 avril 2018 est nommé Vérificateur général Samba Alhamdou Baby, précédemment secrétaire général du ministère de la Solidarité et de l'Action humanitaire. Cet administrateur civil de classe exception-

nelle, 3è échelon, obtint un diplôme d'études approfondies en droit à l'Université d'Etat du Kouban-Krasnodar (Ex-URSS) en 1989. Trois ans plus tard, il décroche un doctorat d'Etat en droit à l'Académie des sciences juridiques de l'Ukraine (Ex URSS).

TOMBOUCTOU : ATTAQUE D'ENVERGURE AU CAMP DE LA MINUSMA ET AU QG DE LA FORCE BARKHANE

Samedi après midi, aux environs de 14h, le camp de la MINUSMA et le QG de la Force Barkhane situés à 3km de la ville de Tombouctou, ont été la cible d'une attaque de la part d'hommes armés, véritablement décidés à en découdre avec les forces présentes. L'attaque a commencé par des tirs d'armes légères, des tirs de roquettes et des obus qui ont continué jusqu'à 15h05 quand toute la ville a été secouée par une forte explosion, puis une seconde qui a été sentie jusqu'à l'intérieur des maisons, en ville.

Le bilan de cette attaque qui a continué jusqu'à 18 h30 est d'un mort et 2 blessés, côté MINUSMA, 10 blessés, dont 5 dans un état grave cote Barkhane, selon des sources concordantes. De l'autre côté de la ville, on note

un blessé parmi les FAMAS. Les populations vivant aux alentours a ont enregistré 7 blessés (des femmes, dont une enceinte et des enfants). Tous ont été admis au CHU de Tombouctou, selon le directeur de ce centre hospitalier, Dr Karim Dembélé. Ce bilan reste provisoire, a-t-on précisé. Les dégâts matériels sont énormes. Ils se chiffrent à plusieurs centaines de millions. Et si dans l'ensemble la situation restait sous contrôle, la fouille et la reconnaissance de terrain se poursuivait pour retrouver des engins explosifs ou armes éventuellement abandonnées. Malgré l'interdiction d'accès aux lieux, plusieurs personnes ont déclaré avoir entrevu un spectacle insupportable de corps abandonnés. Des témoins ont rapporté que tout a commencé avec l'arrivée d'individus armés

qui ont ouvert le feu avec des armes de petits calibres. Quelques instants après, des tirs de roquettes et d'obus étaient entendus pendant que les assaillants engageaient 2 véhicules bourrés d'explosifs dont un aux couleurs des FAMAS qui a explosé. Le second véhicule, portant le sigle UN, sera détruit par les éléments de la Force Barkhane. De 14h à 18h30, on entendait des crépitements nourris d'armes. Des habitants d'un secteur proche ont rapporté que les tirs sporadiques se sont poursuivis toute la nuit.

Dimanche, aux environs de 11h, des bruits d'explosion ont à nouveau été entendus en ville où les activités se poursuivent désormais au ralenti.

MOULAYE SAYAH
AMAP-TOMBOUCTOU